

DÉCRYPTAGE

Les Etats-Unis vont prendre 9,9 % du capital d'Intel

Le président Trump a confirmé que l'Etat allait entrer au capital du fabricant de semi-conducteurs. L'administration Biden avait déjà tenté de secourir ce fleuron historique de l'industrie américaine, en pleine déroute.



L'Etat fédéral américain entre au capital d'Intel (REUTERS)

Par **Solveig Godeluck**

Publié le 23 août 2025 à 09:03 | Mis à jour le 24 août 2025 à 09:56



Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article

Décidément, Lip-Bu Tan a été habile avec Donald Trump. Le 11 août, le patron d'Intel s'était rendu à la Maison-Blanche pour tenter d'amadouer le président des Etats-Unis, qui venait de réclamer sa tête. Une douzaine de jours plus tard, le PDG est toujours en place. Mais la nouveauté, c'est que le géant américain des semi-conducteurs va être

partiellement nationalisé, dans un nouvel accès d'interventionnisme économique de l'administration Trump.

Le président a expliqué avoir convaincu Lip-Bu Tan : « J'ai dit, vous savez quoi ? Je pense que les Etats-Unis devraient recevoir 10 % d'Intel, et il a dit, je vais y réfléchir, et je lui ai dit, eh bien j'aimerais que vous le fassiez », a-t-il benoîtement exposé. « Ils ont accepté de le faire et je pense que c'est une bonne affaire pour eux », a conclu Donald Trump.

Le bruit courait déjà d'une prise de participation publique depuis la fameuse entrevue. Intel, fleuron historique des puces, est mal en point et a besoin d'une infusion de cash. L'administration Biden lui avait promis 8 milliards de dollars de subventions, plus environ 11 milliards d'autres aides financières. Le groupe était le premier bénéficiaire du CHIPS Act, la loi de soutien à l'industrie américaine des semi-conducteurs.

Convertir une subvention en participation

Mais Donald Trump déteste l'idée de bailler des fonds à des entreprises sans rien obtenir en échange, et il hait encore plus l'héritage de son prédécesseur. Les subventions pourraient en fin de compte servir à acheter la participation publique dans Intel, a signalé le secrétaire au Commerce Howard Lutnick, mercredi, sur CNBC : « Nous apporterons l'argent, qui a déjà été débloqué sous l'administration Biden. Nous obtiendrons une participation en échange ».

LIRE AUSSI :

- **En attendant Donald Trump, le japonais SoftBank vole au secours du vétéran Intel**
- **Les Etats-Unis pourraient investir directement dans Intel**

De fait, les 9,9% que l'Etat va prendre au capital d'Intel correspondent à 11,1 milliards de subventions déjà accordées ou à venir : 7,9 milliards au titre du CHIPS Act (2,2 milliards déjà versées et 5,7 milliards supplémentaires) et 3,2 milliards déjà offerts via un autre programme.

Selon le ministre, l'Etat n'interviendra pas dans la gestion de l'entreprise : « Ce n'est pas de la gouvernance, nous convertissons juste ce qui était une subvention sous Biden en capital pour l'administration Trump, pour le peuple américain », « sans droits de vote », a-t-il précisé.

Intelligence artificielle

Recevez chaque lundi les enjeux, opportunités et risques liés à l'intelligence artificielle : inscrivez-vous en un clic !

[Recevoir la newsletter gratuitement](#)

Howard Lutnick a ajouté que d'autres bénéficiaires du CHIPS Act pourraient faire l'objet d'une prise de participation publique, sans donner de noms. Le taïwanais TSMC et le coréen Samsung ont aussi reçu d'importantes sommes fédérales pour leurs usines américaines. L'administration Trump ne compte apparemment pas monter au capital de TSMC.

1 milliard de pertes par mois

Le soutien public suffira-t-il à relever le géant à terre ? Le fleuron historique de l'industrie américaine des semi-conducteurs a raté plusieurs virages stratégiques, d'abord vers le mobile, puis vers l'intelligence artificielle. En perdant des parts de marché, il a aussi perdu les économies d'échelle vitales pour continuer à dégager des bénéfices et investir. Ses pertes avoisinent 1 milliard de dollars par mois. Le concepteur de puces Nvidia l'a ringardisé ; le fondeur TSMC a pris la relève côté production.

LIRE AUSSI :

- **Puces : l'administration Trump affirme ne pas envisager de participation dans TSMC et Micron**
- **DECRYPTAGE - En inventant une taxe à l'export, Trump efface la frontière entre sécurité nationale et enjeux commerciaux**

Mais cette administration, comme la précédente, veut sauver le soldat Intel et relancer la production de puces sur le sol américain.

Le milliardaire japonais Masayoshi Son y croit : il a annoncé lundi un investissement de 2 milliards dans le fabricant américain, via son conglomérat Softbank, contre 2 % du capital du groupe. Sa prise de participation doit se faire par émission primaire d'actions.

Une dose de capitalisme d'Etat

Donald Trump démontre une fois de plus qu'une dose de capitalisme d'Etat ne lui fait pas peur. Pour cela, il est prêt à briser des tabous américains.

Il a autorisé en juin le rachat de US Steel par un concurrent japonais contre une « [golden share](#) ». Cette participation étatique est assortie de privilèges exorbitants : un droit de regard sur les nominations au conseil d'administration et sur la production nationale, confié au président Trump en personne.

En parallèle, Donald Trump se fait fort de trouver un acquéreur national pour TikTok, et s'assied dans l'intervalle sur la loi américaine censée bannir la plateforme sociale d'origine chinoise aux Etats-Unis.

Après avoir interdit la vente de puces avancées à la Chine, il s'est ravisé en échange d'une sorte de « [taxe à l'exportation](#) » portant sur 15 % des revenus réalisés sur ce segment par les groupes américains Nvidia et AMD.

Il a négocié en personne des « deals » commerciaux bilatéraux dans lesquels les pays partenaires doivent s'engager à [acheter des avions Boeing](#) et du gaz et du pétrole américains.

Quand un patron lui déplaît, il demande sa tête, comme il l'a fait avec Lip-Bu Tan ou avec David Solomon de Goldman Sachs. Quant à l'indépendance des agences fédérales, il n'y tient pas, y compris pour la Fed, où siège sa bête noire Jerome Powell.

Solveig Godeluck (Bureau de New York)

THÉMATIQUES ASSOCIÉES

[Boeing](#)

[Goldman Sachs](#)

[Semi-conducteurs](#)

[Donald Trump](#)